

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-
RHÔNE

ARRONDISSEMENT
D'ARLES

N° AR2021-03

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TERRE DE PROVENCE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

Arrêté de la Présidente portant institution d'une régie de recettes pour l'encaissement des titres de transport du réseau de Terre de Provence Agglomération

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU la délibération 77-2020 autorisant la Présidente à créer les régies de recettes et d'avances nécessaires au fonctionnement du service, en application de l'article 2122-22 alinéa 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération 64-2019 fixant la tarification de la ligne de transports réguliers « Maillane – Graveson – Châteaurenard » ;

VU la délibération 49-2021 fixant la tarification des transports scolaires pour 2021 - 2022 ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 07/05/2021 ;

VU la Décision de la Présidente DP2021_42 portant création d'une régie de recettes pour l'encaissement des titres de transport de Terre de Provence ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il est institué une régie de recettes auprès du service transports de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence à compter du 10 mai 2021.

ARTICLE 2 :

Cette régie est installée au siège de Terre de Provence Agglomération – chemin Notre-Dame, 13 630 EYRAGUES.

ARTICLE 3 :

Cette régie permanente encaisse uniquement les produits des titres de transport du réseau de Terre de Provence.

ARTICLE 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- carte bancaire,
- virement,
- Titre Payable sur Internet (TIPI),
- chèque bancaires ou postaux,
- espèces.

Les recettes sont perçues contre remise, à l'usager, d'une quittance de paiement.

ARTICLE 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Centre des Finances Publiques de Châteaurenard.

ARTICLE 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

ARTICLE 8 :

Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 :

Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 :

L'intervention du mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 13 :

La Présidente ou, en cas d'empêchement de cette dernière, le Vice-Président délégué aux finances, et Monsieur le Trésorier Principal de Châteaurenard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 14 :

La présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Fait à Eyragues, le 10 mai 2021

La Présidente,
Corinne CHABAUD

